



14 juin 2019

(19-4083)

Page: 1/3

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

**DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION ACCORDÉE  
POUR L'APPLICATION D'UN TRAITEMENT TARIFAIRE  
PRÉFÉRENTIEL AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE CHILI, LA CHINE,  
L'INDE ET LA THAÏLANDE

La communication ci-après, datée du 13 juin 2019, est distribuée à la demande des délégations du Chili, de la Chine, de l'Inde et de la Thaïlande.

## **1 RAPPEL**

1. Conscient qu'un instrument juridique était nécessaire pour permettre aux pays en développement Membres d'accorder unilatéralement des préférences tarifaires aux pays les moins avancés, le Conseil général a adopté, le 15 juin 1999, une décision portant octroi d'une dérogation, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord instituant l'OMC.

2. Notant que la dérogation précitée devait venir à expiration le 30 juin 2009, mais que les circonstances exceptionnelles qui en avaient à l'origine justifié l'octroi existent encore, le Conseil général a adopté, le 27 mai 2009, une décision visant à proroger la dérogation précitée jusqu'au 30 juin 2019.

3. En vertu des décisions de dérogation susmentionnées, certains pays en développement Membres mettent actuellement en œuvre des régimes tarifaires préférentiels au profit des pays les moins avancés. D'autres pays en développement Membres ont de leur côté progressé depuis son adoption vers la mise au point définitive d'un régime tarifaire préférentiel en faveur des pays les moins avancés.

## **2 CIRCONSTANCES JUSTIFIANT LA DÉROGATION**

4. Depuis l'adoption des décisions susmentionnées portant octroi de la dérogation, les ministres ont à maintes reprises insisté sur la vulnérabilité particulière des pays les moins avancés et les difficultés structurelles spéciales qu'ils affrontent dans l'économie mondiale. Par la Déclaration ministérielle de Doha, et les déclarations et décisions adoptées aux Conférences ministérielles depuis, les Membres se sont engagés à remédier à la marginalisation des pays les moins avancés dans le commerce international et à améliorer leur participation effective au système commercial multilatéral. Ils ont aussi reconnu que l'intégration de ces pays dans le système commercial multilatéral exigeait un accès aux marchés véritable, un soutien pour la diversification de leur base de production d'exportation et des efforts de la part de tous les Membres de l'OMC.

## **3 CONCLUSION**

5. Étant donné l'importance de cette décision comme fondement juridique permettant aux pays en développement Membres de continuer à mettre en œuvre des régimes tarifaires préférentiels au profit des pays les moins avancés, les coauteurs de la présente proposition sollicitent la prorogation de ladite décision pour une durée de dix ans, c'est-à-dire qu'elle demeurera valide du 1<sup>er</sup> juillet 2019 jusqu'au 30 juin 2029.

6. Il n'est proposé aucune autre modification de la décision.
7. Un projet de décision en ce sens est joint en annexe pour adoption par les Membres.

---

**ANNEXE**

**PRÉFÉRENCES TARIFAIRES EN FAVEUR  
DES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

**PROJET DE DÉCISION PORTANT PROROGATION DE LA DÉROGATION**

*Adopté le ...<sup>1</sup>*

Le Conseil général,

*Eu égard* aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"), le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et les Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1<sup>er</sup> novembre 1956<sup>2</sup>,

*Exerçant* les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle séparant ses réunions, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC,

*Considérant* la décision adoptée le 15 juin 1999, qui portait octroi d'une dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994, dans la mesure nécessaire pour permettre aux pays en développement Membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits en provenance des pays les moins avancés, désignés comme tels par l'Organisation des Nations Unies, sans être tenus d'appliquer les mêmes taux de droits aux produits similaires en provenance d'autres Membres<sup>3</sup>,

*Considérant* la décision adoptée le 27 mai 2009, qui portait prorogation de l'octroi de la dérogation précitée jusqu'au 30 juin 2019<sup>4</sup>,

*Notant* que les circonstances exceptionnelles qui avaient à l'origine justifié l'octroi de la dérogation précitée existent encore,

*Décide* ce qui suit:

La dérogation contenue dans la décision du 15 juin 1999 (WT/L/304) est prorogée du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2029.

---

<sup>1</sup> Adopté conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC arrêtées par le Conseil général (WT/L/93).

<sup>2</sup> L/532 (IBDD, S5/25).

<sup>3</sup> WT/L/304.

<sup>4</sup> WT/L/759.